



Ligue Ile-de-France de Basketball

CONVENTION POUR L'ENTREE AU POLE ESPOIR FEMININ DE BASKETBALL ILE DE FRANCE ANNEE 2018/2019

ENTRE

La Ligue Ile de France de Basketball
117, rue du Château des Rentiers – BP 40188
75623 PARIS CEDEX 13
représentée par son Président
Monsieur AUGER Christian
désignée ci-après « LA LIGUE »

D'une part

ET

Parents ou tuteurs légaux

Madame ☐ Monsieur ☐

NOM _____ Prénom _____

Demeurant _____

Tel domicile _____ Tel portable _____

Tel travail _____ @ _____

Agissant pour le compte de (Nom et prénom) _____

Née le _____ à _____

Désignée ci-après « l'ESPOIR » et intégrant le Pôle Espoir
Féminin Ile de France

D'autre part.

117 rue du Château des Rentiers
BP 40188 - 75623 PARIS Cedex 13
Siret N° 78435418500026
Code NAF : 9319Z
Tél : 01 53 94 27 70
Fax : 01 53 94 27 89
email : ligue19@basketidf.com

www.basketidf.com



CNDS
CENTRE NATIONAL
POUR LE
DEVELOPPEMENT
DU SPORT



île de France



EN PREALABLE A CETTE CONVENTION, IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

EXPOSE :

Le sport de haut niveau concourt au rayonnement de la Nation et à la promotion des valeurs du sport. La Fédération par délégation ministérielle et dans le cadre de sa mission de service public, est notamment chargée d'organiser, de diriger et de développer le Basket-ball sur le territoire français et de représenter la France dans les compétitions internationales de Basket-ball.

A cet effet, la FFBB doit élaborer un projet de performance fédéral constitué d'un programme d'excellence sportive et d'un programme d'accession au haut niveau (détection et perfectionnement), intégré dans un « double projet » validé par le Ministère des Sports et reconnu pour sa qualité sur le plan national et international.

Il est ainsi institué une filière de formation fédérale dénommée « Projet de Performance Fédéral (PPF) » pour les licenciés féminines et masculins, dont le cursus complet comprend :

- Une, deux (voire trois pour ceux qui bénéficient d'une entrée anticipée) saisons sportives de formation en Pôle Espoirs
- Trois (voire quatre) saisons sportives de formation au Centre Fédéral.

La formation en Pôle Espoirs concerne les licenciés âgés de 14 à 15 ans et ceux de 13 ans dans le cadre d'une entrée anticipée. Elle est organisée par les Ligues Régionales à travers des Pôles Espoirs de Basket-ball régionaux.

Tout licencié intégrant le Projet de Performance Fédéral sera alors lié avec la FFBB ou ses structures déconcentrées par une convention et possèdera la qualité de « joueur protégé » au sens des Règlements Généraux de la FFBB.

Le Joueur en raison de son potentiel a été intégré dans le Projet de Performance Fédéral et sélectionné par le Pôle Espoirs d'Ile de France

La formation du Joueur dans ce parcours d'excellence sportive présente pour les Parties un intérêt commun.

- La présente Convention est établie en vue de définir les relations et les obligations devant exister entre l'Espoir et le « Pôle Espoir Féminin Basket-Ball Ile de France ».
- Elle met en place les obligations réciproques que les parties s'engagent à respecter sous peine de résiliation du présent accord, ainsi que les points particuliers auxquels les parties sont tenues de satisfaire dans l'optique d'une éventuelle reconduction en fin d'année scolaire, pour les jeunes concernés.

(la première année de fréquentation du Pôle Ile de France restant une année probatoire dans ce cas)

- Elle se limitera à définir les obligations de chacune des parties cosignataires afin que l'intérêt de l'espoir soit préservé en privilégiant les formations scolaires.

- La présente Convention prendra effet à la date du 26 aout 2018 et sera conclue pour la durée de l'année scolaire 2018/2019 et 2019/2020. **SUIVANT LES CAS**
- Le suivi médical sera assuré par le médecin local choisi par la Ligue, en collaboration avec le CTS responsable du Pôle Féminin d'Ile de France ou par les personnes habilitées par lui
- Le suivi scolaire, social et de l'hébergement seront assurés, par l'Association des Pôles du CDFAS en collaboration avec le CTS responsable du Pôle Féminin d'Ile de France ou par les personnes habilitées par lui.
- L'admission définitive de l'Espoir au Pôle Espoir Ile de France sera subordonnée aux résultats des tests médicaux obligatoires et au dossier scolaire.

A – OBLIGATIONS DE L'ESPOIR

1 – AU PLAN SCOLAIRE

- Art 1 :** L'Espoir s'engage dès son entrée au Pôle Ile de France à fréquenter de façon assidue les cours de l'établissement scolaire dans lequel il est inscrit. La Ligue ne saurait être tenue pour responsable des absences injustifiées.
- Art 2 :** Il intégrera son établissement chaque lundi matin dès la première heure de cours, pour y suivre les cours prévus jusqu'à la fin de la semaine. Il aura le choix, par facilité, d'intégrer le centre d'hébergement le dimanche soir avant 22h00. Il n'y aura pas de restauration le dimanche soir.
- Art 3 :** L'Espoir, ainsi que ses représentants légaux, prendront connaissance du règlement intérieur de l'établissement scolaire et s'engage à s'y conformer.
- Art 4 :** L'Espoir devra suivre avec assiduité et sérieux les études surveillées organisées par l'Association des Pôles Espoir du CDFAS, le soir entre 20h30 et 22h00. La Ligue ne saurait être tenue pour responsable des absences injustifiées.
- Art 5 :** D'une façon générale, l'Espoir s'engage à privilégier le travail scolaire et à mettre tout en œuvre pour favoriser sa réussite dans ce domaine.
- Art 6 :** Au CDFAS, l'Espoir ayant statut de ½ pensionnaire au sein de l'établissement scolaire qu'il fréquente, ne doit en aucun cas, hors la maladie, être présent sur les lieux d'hébergement pendant les heures de scolarité (entre 8h30 et 16h30). La Ligue ne saurait être tenue pour responsable des présences injustifiées.
- Art 7 :** En cas d'absence scolaire non justifiée ou d'absence de travail, le responsable de la scolarité de l'Association des Pôles Espoir du CDFAS peut demander au responsable du Pôle des sanctions sportives allant de la suspension d'un ou plusieurs entraînements et/ou d'un ou plusieurs matches amicaux ou de sélection.
- En cas de comportement inapproprié dans l'établissement scolaire, ce dernier peut convoquer un conseil de discipline selon ses règles spécifiques.

2 – AU PLAN HEBERGEMENT

- Art 8 :** L'Espoir bénéficiera des installations situées à l'intérieur du centre d'hébergement. Il devra s'engager à respecter les principes qui y sont établis et la discipline indispensable à toute vie collective (respect des installations, respect des horaires, respect du personnel, etc.)
- Art 9 :** Il devra, ainsi que ses représentants légaux, prendre connaissance du règlement intérieur et s'engager à le respecter à la lettre.
- Art 10 :** En cas de problème ou de réclamation, il devra obligatoirement en informer le/la maître(sse) d'internat de l'Association des Pôles.
- Art 11 :** Le/La maître(sse) d'internat étant le/la seul(e) responsable de la discipline sur les lieux d'hébergement, l'Espoir devra de façon impérieuse se conformer aux directives de celui-ci et l'informer le cas échéant de toute action non conforme à l'emploi du temps habituel.
- Art 12 :** La consommation d'alcool et de tabac ainsi que les sorties nocturnes ne sont pas autorisées et seront sévèrement sanctionnées. L'heure de coucher est impérativement fixée à 22h30. Au-delà de cette heure, il est formellement interdit à l'Espoir de fréquenter une autre chambre que la sienne.
- Art 13 :** Pour tout arrêt de maladie supérieur à 24 heures, l'Espoir devra poursuivre sa convalescence au domicile familial. Il appartiendra donc aux parents ou au représentant légal de venir chercher l'Espoir au centre d'hébergement.
- Art 14 :** Un Conseil de Discipline pourra être réuni sur convocation du Président de l'Association des Pôles du CDFAS afin de régler les problèmes de non-respect des règlements et les fautes graves relevant de son périmètre de responsabilité.

Les sanctions pourront être :

- L'avertissement ;
- L'exécution de tâches d'intérêt général ;
- L'exclusion temporaire ou définitive du Pôle Espoir avec obligation de continuer la scolarité.

En parallèle, le CTS responsable du Pôle Espoir Ile de France pourra ne pas convoquer l'Espoir en matches amicaux ou officiels.

3 – AU PLAN SPORTIF

- Art 15 :** L'Espoir s'engage à respecter les principes et la discipline des entraînements pendant la période d'application de la présente Convention.
- Art 16 :** Ces principes exigent des conditions de disponibilité, d'assiduité et d'adhésion à la vie sportive, principes sans lesquels toute vie communautaire ne peut exister.
- Art 17 :** L'entrée de l'Espoir au Pôle Espoir Basket-Ball d'Ile de France implique l'engagement ferme de répondre à toutes les convocations de sélection régionale et nationale aussi bien en compétition qu'aux stages et entraînements concernant cette sélection. L'Espoir s'engage à évoluer en Championnat de France. Tout cas particulier sera examiné par la Commission Technique Régionale.
- Art 18 :** L'Espoir constituant l'image du Pôle Ile de France à l'extérieur, s'engage à une obligation de réserve et ne pourra porter de jugement sur le Pôle Ile de France, dénigrer, contester, et, d'une manière générale porter préjudice au Pôle.
L'Espoir veillera également à adopter une tenue et une attitude irréprochables dès lors qu'il représentera le Pôle Ile de France à l'extérieur de la structure même.
- Art 19 :** En cas de manquement au niveau scolaire ou/et au niveau sportif, le responsable du Pôle Ile de France peut prendre la décision de suspendre l'Espoir d'une ou de plusieurs séances d'entraînement et/ou d'un ou plusieurs matches amicaux ou officiels.
- Art 20 :** **A l'issue de la formation en Pôle Espoirs, le joueur devra intégrer le CFBB en cas de sélection pour poursuivre sa formation.**
Le joueur sorti du PPF sera libre de s'engager avec le club de son choix.

B – DISPOSITIONS FINANCIERES

1 – OBLIGATIONS DE L'ESPOIR

- Art 21 :** En contrepartie des avantages consentis par la Ligue, l'Espoir et son représentant légal, s'engagent :
- A rester licencié dans un club de la Ligue Ile de France pendant la durée des études dans la structure de formation,
 - La famille s'engage à communiquer son avis d'imposition à la signature de la convention,
 - A s'acquitter des mensualités définies par la Ligue,
 - Le non-respect de l'une de ces clauses entraînera l'annulation de la convention.

2 – PARTICIPATION FINANCIERE DES FAMILLES

- Art 22 :** Le principe d'un règlement des sommes dues, échelonné par mensualités sur dix (10) mois est retenu, du 10 septembre au 10 juin.
Les règlements seront effectués par prélèvement automatique sur compte bancaire chaque 10 du mois (aménagement possible sur demande auprès du coordonnateur du Pôle

Formation). Chaque famille s'engage à fournir un RIB et une autorisation de prélèvement lors de la signature de la présente Convention. En cas de difficultés dans le fonctionnement de ce système, le Vice-Président en charge du Pôle Formation sera chargé de mettre au point avec la famille de l'espoir un nouveau mode de paiement garantissant les règlements mensuels.

Art 23 : Le montant de chaque mensualité sera déterminé annuellement, par le Comité Directeur de la Ligue.

Art 24 : Pour l'année 2018/2019, ce montant est de 260.00 € par mois (soit 260.00 € x 10 mois = 2600.00 €)

A titre d'information, le coût annuel d'un Espoir est de plus de 11 500.00 €.

La participation financière demandée aux familles représente environ 21 % du coût global (pour une année complète)

Ainsi, la participation demandée tient compte des aides apportées par le Conseil Régional d'Ile de France et de l'effort de formation de la Ligue Ile de France de BasketBall.

3 – OBLIGATIONS DES INTERESSES

Art 25 : Les règlements s'effectuant par prélèvement automatique de banque à banque, il est conseillé aux signataires de la présente Convention de veiller à l'approvisionnement régulier du compte afin d'éviter tout incident de paiement au moment du prélèvement mensuel

Art 26 : En cas de rejet d'un prélèvement, les frais bancaires en découlant seront facturés à l'intéressé.

Art 27 : En cas de non-paiements ou de retards répétitifs, des sanctions, pourront être prononcées.

Art 28 : L'intégralité de la somme due par la famille devra avoir été versée à la fin de l'année scolaire. Dans le cas contraire, la Ligue se réserve la possibilité de mener toutes actions (y compris par la non délivrance de licence ou de mutation) pour recouvrer les sommes restant dues.

Art 29 : Tous les litiges soulevés par les signataires de la présente Convention, s'ils ne peuvent être solutionnés par un règlement amiable, seront soumis à l'arbitrage du service juridique de la Fédération Française de BasketBall.

4 – AUTRES DISPOSITIONS

1) Les agents de Joueurs

Pendant toute la durée de la présence au Pôle Espoirs Ile de France, l'espoir ne doit pas avoir de contacts avec des Agents Sportifs.

Toute sollicitation extérieure devra être signalée par l'espoir au responsable du pôle.

2) La sortie du pôle Ile de France

La sortie des stagiaires vers les clubs professionnels est confiée au CTS responsable du Pôle Ile de France. Toutes les relations entre les clubs (dirigeants et entraîneurs) intéressés par les espoirs, les parents et les stagiaires doivent transiter par ce Cadre.

C- RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION

Une résiliation anticipée de la convention entraîne la sortie du Projet de Performance Fédéral.

1. Résiliation par accord des parties

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par accord exprès des Parties. Il est toutefois préférable que la rupture de la convention ne nuise pas au déroulement de la scolarité du Joueur.

2. Résiliation unilatérale

a. Règle générale

La présente convention peut être résiliée à l'initiative du Pôle ou du Joueur en cas de non-respect par l'autre partie de l'une de ses obligations issues de la présente convention.

Dans cette hypothèse, et hors cas de force majeure, la partie s'estimant lésée devra mettre en demeure l'autre partie de régulariser sa situation et de respecter ses obligations par lettre recommandée avec accusé de réception.

En l'absence de régularisation dans un délai de quinze (15) jours, la présente convention pourra être rompue à l'initiative de la partie s'estimant lésée.

La rupture sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans l'hypothèse d'une rupture à l'initiative du Pôle suite à un manquement du Joueur, ce dernier sera redevable de l'ensemble des montants prévus à l'article 9, auxquels pourront s'ajouter des frais relatifs au préjudice subi par la Ligue du fait de l'atteinte portée à son image.

Si le Pôle souhaite mettre un terme prématuré à la convention, il devra avant le 30 avril de chaque saison faire connaître sa décision au Joueur et à ses représentants légaux par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen prouvant la connaissance effective de la décision.

D- DIVERS :

Tout cas non prévu dans cette convention ou tout litige non résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage de la FFBB.

Fait à le

En 2 exemplaires originaux

Pour la Ligue Ile de France de Basketball

Le représentant ou le tuteur légal

Le Président Christian AUGER

Mr et/ou Mme _____

Faire précéder la signature du Nom du Signataire et de la mention « Lu et Approuvé » lisiblement manuscrits.